

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MARDI 5 SEPTEMBRE 2023



Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti socialiste

Gulsen Yildirim, secrétaire nationale à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

Alexane Riou, secrétaire nationale adjointe à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

DÉRIVES LIBÉRALES ET POLITIQUE DE L'AUTRUCHE, LE COMPTE N'Y EST PAS POUR LES ÉTUDIANTS ET LES UNIVERSITÉS

Depuis quelques semaines, les organisations étudiantes alertent le grand public sur la situation des étudiantes et étudiants en cette rentrée 2023. Le budget de l'alimentation par rapport à 2022 flambe de 15 % et celui du logement, de 10 % dans certaines régions. Avec une augmentation de 9 % du coût de la rentrée, ceux-ci devront déboursier plusieurs centaines d'euros supplémentaires pour subvenir à leurs besoins : bien loin des quelque 37 euros de plus accordés uniquement pour les boursiers.

Malgré les alertes des organisations étudiantes, le compte n'y est donc pas. Pire encore, le budget de l'État alloué, rapporté au nombre d'étudiants, ne cesse de diminuer (- 10 % depuis 2009), impactant ainsi directement le fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur, pourtant les plus à même de garantir la réussite des étudiants. Faire toujours plus mais avec moins de ressources, voilà ce qui est demandé en cette rentrée aux enseignants-chercheurs, enseignants et personnels administratifs. S'il fallait encore le démontrer, les universités et le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche ne sont définitivement pas une priorité de ce gouvernement.

En parallèle, le développement de l'offre de formation initiale dans le secteur privé qui vient compenser le manque de création de places dans le secteur public amène les étudiants et leur famille à déboursier des sommes parfois faramineuses pour des formations dont la qualité pédagogique n'est pas toujours reconnue. Là encore, aucune régulation n'est opérée dans la création de ces écoles. Pire encore, avec la possibilité qui est offerte à celles-ci de s'inscrire sur Parcoursup, l'État leur fait de la publicité trompant ainsi les étudiants et leur famille. Cette situation n'est que la conséquence de dérives libérales : en refusant des augmentations significatives des financements du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, le Gouvernement participe par son inaction à la privatisation et la marchandisation du savoir et de l'éducation.

Parce que le Parti socialiste considère que l'enseignement supérieur public est au cœur d'un projet de société, il considère qu'il est urgent d'augmenter les moyens des universités et, dans les plus brefs délais, de mettre en place une régulation de l'enseignement supérieur privé.

Par ailleurs, comme cela a pu être rappelé par le Premier secrétaire national lors de la rencontre avec le président de la République à Saint-Denis, les étudiants ne demandent qu'à pouvoir vivre dignement. Le Parti socialiste souhaite que leur situation soit prise en compte de manière urgente par le Gouvernement. Le repas à 1€ sans condition pour tous les étudiants, l'encadrement des loyers et l'amorce d'une réelle réflexion sur la création d'une allocation d'autonomie doivent être les priorités de la rentrée.

À l'heure de l'explosion du coût de la vie en France, l'État doit être gage de protection des populations les plus précaires. Une part grandissante des étudiantes et étudiants vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, la politique de l'autruche n'a que trop duré.

Contact presse

Paul Boucaud-Labouyrie
presse@parti-socialiste.fr



parti-socialiste.fr